



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} février 2012
Français
Original : anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Lettre datée du 4 janvier 2012, adressée au Président du Comité par le Représentant permanent de la Serbie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des informations actualisant le rapport de la République de Serbie, présenté en application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité (voir annexe).

Le Représentant permanent,
(Signé) Fedor Starčević



**Annexe à la lettre datée du 4 janvier 2012 adressée
au Président du Comité par le Représentant permanent
de la Serbie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Informations actualisant le rapport de la Serbie présenté
en 2008 en application de la résolution 1540 (2004)
du Conseil de sécurité**

La République de Serbie respecte les valeurs et objectifs communs concernant la prévention de la menace d'un nouveau risque de prolifération. Elle s'attache à honorer tous ses engagements internationaux et à adopter des mesures au plan national pour améliorer sa capacité générale à lutter contre ces menaces et dangers.

La Serbie continue à soutenir l'ensemble des mesures et activités internationales visant à préserver la sécurité internationale, et notamment les mesures de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement.

Depuis l'achèvement de la seconde phase du projet de démantèlement du site nucléaire de Vinca (VIND) en 2010, la Serbie ne détient plus sur son territoire d'uranium ou de plutonium hautement enrichis, qui ont été transférés dans leur pays d'origine, la Fédération de Russie. Le Programme VIND représente pour la Serbie le meilleur moyen de continuer à contribuer aux efforts déployés par la communauté internationale pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive.

La Serbie est partie à tous les traités et conventions internationaux pertinents en matière de non-prolifération ainsi qu'à d'autres initiatives internationales telles que l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, l'Initiative de sécurité contre la prolifération et autres instruments. Elle a engagé des démarches en vue de se conformer aux règlements énoncés dans le cadre des régimes internationaux de contrôle des exportations tels que l'Arrangement de Wassenaar, par le Groupe des fournisseurs nucléaires et autres dispositifs.

Depuis son dernier rapport, soumis en juin 2008 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), la République de Serbie a pris les mesures suivantes pour moderniser sa législation, ses règles et ses pratiques relatives à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004).

I

a) La nouvelle loi sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction a été adoptée par l'Assemblée nationale (le Parlement) de la République de Serbie le 11 mai 2009 (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 36/09). Elle est entrée en vigueur le 23 mai 2009, abrogeant et remplaçant dans son intégralité la loi précédente sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction qui avait été adoptée en 2005. La nouvelle loi a été conçue de manière à faciliter l'application de la Convention sur les armes chimiques. De plus, les dispositions sur les privilèges et les immunités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de son personnel sont intégrées dans l'Accord entre la République de Serbie et l'OIAIC signé à La Haye le 7 mars 2008 et ratifié par la Serbie (*Journal officiel de la République de*

Serbie n° 42/09). Par conséquent, toutes les dispositions du droit serbe afférentes à la mise en œuvre de la Convention sont inscrites dans les lois et instruments susmentionnés et doivent être interprétées uniquement comme visant à l'application de ces textes.

b) Faisant suite aux décisions et recommandations pertinentes de la précédente Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, le 29 mai 2009, le Parlement serbe a voté la loi portant retrait des réserves au Protocole de Genève de 1925 (Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques) (*Journal officiel de la République de Serbie – Traités internationaux* n° 42/09).

c) Le Parlement de la République de Serbie a adopté le 17 novembre 2011 la loi-cadre sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 87/11 du 21 novembre 2011). Cette loi vise à réaffirmer la volonté de la Serbie d'honorer toutes les obligations qui résultent de la Convention sur les armes biologiques. L'adoption de cette loi fait également obligation aux ministères de prendre de nouvelles dispositions en vue de l'adoption d'une nouvelle loi, afin de faire concorder la législation nationale avec les nouvelles règles internationales et les modalités d'application de la Convention sur les armes biologiques.

d) Des dispositions sur les infractions pénales en relation avec les violations des sanctions imposées par les institutions internationales ont été intégrées dans la dernière version modifiée du Code pénal de la République de Serbie :

i) L'article 384 a) du Code pénal de la République de Serbie entré en vigueur le 8 août 2009 (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 72/09), qui se lit comme suit : « 1) Toute personne physique ou morale enregistrée sur le territoire de la République de Serbie qui, en violation des décisions des institutions internationales dont la Serbie est membre et qui ont force obligatoire à son égard, bien qu'étant assujettie à des restrictions s'agissant de réaliser des opérations économiques avec certains pays ou territoires, importe, exporte, transporte ou sert d'intermédiaire pour le transport de produits ou encore fournit un appui technique, opère un transfert de technologie et de savoir-faire, ou agit de toute autre manière en violation des interdictions en vigueur, est passible d'une peine allant de trois mois à trois ans d'emprisonnement et d'une peine d'amende. 2) Si l'infraction définie au paragraphe 1 du présent article cause un préjudice matériel à la Serbie et que la réputation et les intérêts de la Serbie en subissent des conséquences dommageables, l'auteur de l'infraction est passible d'une peine pouvant aller d'un à huit ans d'emprisonnement et d'une amende »;

ii) L'ancien article 348 du Code pénal relatif à la « détention illégale d'armes et de matières explosives » a été modifié en 2009 et vise dorénavant « la fabrication, la détention et la vente illégales d'armes et de matières explosives »;

iii) L'ancien article 377 du Code pénal relatif à la « fabrication illégale d'armes interdites » a été modifié en 2009 et vise dorénavant « la fabrication, le commerce et la détention illégale d'armes interdites »; les sanctions qui en découlent ont été aggravées.

II

e) La République de Serbie a adopté des mesures systématiques au niveau national pour renforcer la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires :

i) Le Protocole additionnel à l'Accord de garanties généralisées a été signé le 3 juillet 2009, lors de la visite de M. Mohamed El Baradei, alors Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En signant ce protocole, la Serbie a démontré sa volonté de participer aux efforts déployés à l'échelle internationale pour lutter contre la prolifération des matières nucléaires;

ii) Le protocole n'a pas encore été ratifié en raison du manque actuel de capacités techniques et financières ainsi que de personnel qualifié. Des dispositions ont été prises en vue de former le personnel qui sera chargé d'appliquer ce protocole;

iii) À cet effet, le Ministère de l'énergie des États-Unis a apporté son aide à la Serbie au titre de son programme d'assistance technique pour le Protocole additionnel (le premier atelier sur les préparatifs en vue de la mise en œuvre a été organisé à Belgrade du 11 au 13 juillet 2011).

f) La loi sur la protection contre les rayonnements ionisants et la sécurité nucléaire (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 36/09) a été adoptée le 29 mai 2009. Cette loi prévoit la création d'une agence indépendante de contrôle de la radioprotection et de la sûreté nucléaire et énonce des dispositions types pour assurer la protection de la vie et de la santé de la population ainsi que la protection de l'environnement contre les effets préjudiciables des rayonnements ionisants.

g) L'Agence serbe de radioprotection et de sûreté nucléaire est pleinement opérationnelle depuis 2010.

h) Dans le domaine de la non-prolifération, la Serbie a mis en œuvre un projet national unique de retrait des matières nucléaires de son territoire (le Programme VIND). À ce titre, elle a bénéficié de dons importants provenant de l'AIEA, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de l'Union européenne, de la République tchèque et de la République de Slovaquie :

i) Le second transport de matières nucléaires de Serbie vers la Fédération de Russie a eu lieu en novembre et décembre 2010. Dans le cadre du Programme VIND, 8 030 unités de combustible contenant de l'uranium faiblement et hautement enrichi ont été transférées vers la Fédération de Russie, l'État d'origine. Il s'agissait d'une opération particulièrement délicate tant sur le plan technologique et financier que sur celui de la sécurité et de la sûreté;

ii) En réalisant la phase la plus complexe du Programme VIND, la Serbie a rejoint le groupe des 19 pays qui ne détiennent plus d'uranium enrichi sur leur territoire. La Serbie s'enorgueillit d'avoir contribué de manière concrète à lutter contre le terrorisme nucléaire et d'être devenue un pays dénucléarisé;

iii) La Serbie a ainsi participé au programme mondial visant à réduire la menace posée par le terrorisme. Plus de 130 pays participent à ce programme.

III

i) Le 10 avril 2008, le Gouvernement a décidé d'entamer des négociations en vue de l'adhésion de la Serbie aux régimes internationaux de contrôle des armements et des biens à double usage tels que l'Arrangement de Wassenaar, le Groupe de l'Australie, le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Régime de contrôle de la technologie des missiles :

i) La demande d'adhésion à l'Arrangement de Wassenaar a été soumise en 2009, les États-Unis et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ayant été conjointement chargés de suivre le dossier. Des entretiens approfondis ont eu lieu à Belgrade les 24 et 25 mars 2010 et à Vienne le 22 février et le 17 juin 2011;

ii) La séance plénière du groupe de travail chargé d'examiner les demandes d'adhésion s'est tenue le 13 octobre 2011. La Serbie a présenté sa législation nationale, ses règles et ses pratiques concernant le contrôle des exportations. Les discussions se sont déroulées dans un esprit de coopération, ce qui a facilité les échanges de renseignements sur l'amélioration des mesures nationales pour contrôler les exportations.

j) Concernant la liste de contrôle, le Gouvernement serbe a adopté une nouvelle Liste de contrôle des armes et équipements militaires (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 53/11 du 20 juillet 2011), en conformité avec la Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne adoptée par le Conseil de l'Union européenne en 2010 (équipements couverts par la Position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires). Il a aussi adopté la nouvelle Liste de contrôle des biens à double usage (*Journal officiel de la République de Serbie* n° 53/11 du 20 juillet 2011) qui est conforme au projet de liste des biens à double usage de l'Union européenne de 2010.

k) Les procédures en vue de l'adoption de la nouvelle loi sur le commerce international des armements et équipements et de la nouvelle loi sur les biens à double usage sont en cours.

IV

l) La République de Serbie travaille en liaison avec le conseiller de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur la résolution 1540 (2004) dans le cadre des activités menées par l'OSCE pour faciliter la mise en œuvre au niveau régional de ladite résolution.

m) Un projet de plan d'action national pour la Serbie a été présenté par le conseiller de l'OSCE sur la résolution 1540 (2004). La Serbie estime que ce projet définit une série de lignes directrices utiles, susceptibles de contribuer à accélérer les travaux en vue de l'adoption du plan d'action national. Sur cette question, la Serbie maintient ses engagements et poursuit le dialogue avec les experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004) en vue d'établir la version définitive de ce document.

V

n) Le nouveau rapport de la République de Serbie sur la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil en date du 28 septembre 2001, qui doit être présenté au Comité contre le terrorisme, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution précitée, en est au stade final de sa préparation.

o) Le Ministère serbe des finances a publié un recueil de la réglementation applicable aux transferts transfrontaliers de devises et autres titres négociables au porteur (publié au *Journal officiel de la République de Serbie* n° 78/2009).

VI

p) Le projet de loi sur les mesures restrictives internationales a été élaboré et se trouve actuellement au stade final de sa mise en forme. Le projet a été soumis à l'examen des experts de l'Union européenne.

VII

q) La dimension régionale constitue un aspect très important de la coopération en matière de non-prolifération. La Serbie a pris des mesures importantes dans ce domaine. La région des Balkans occidentaux dans son ensemble a réalisé des progrès considérables à cet égard en coopérant sur plusieurs questions liées à la sécurité.

r) Les 29 et 30 mars 2010, la République de Serbie a accueilli le premier séminaire régional sur le contrôle des exportations de matières nucléaires organisé en coopération avec la République de Hongrie qui assurait alors la présidence du Groupe des fournisseurs nucléaires.

s) Le premier atelier régional pour l'Europe du Sud-Est s'est tenu à Belgrade les 1^{er} et 2 novembre 2011 à l'occasion de la septième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques.

t) Les 3 et 4 novembre 2011, une mission d'assistance de l'Union européenne et du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU a organisé une réunion avec des hauts responsables serbes afin d'examiner et d'évaluer les mesures mises en œuvre dans le cadre de l'application de la Convention sur les armes biologiques.

u) La République de Serbie porte une attention particulière aux activités menées dans le cadre du Projet sur les matières nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques.

v) Au niveau sous-régional, la Serbie se prévaut d'excellents résultats obtenus s'agissant du contrôle des exportations grâce à la coopération. Avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Union européenne, le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères coordonne de manière très efficace les projets qui visent à améliorer la coopération régionale dans ce domaine.